

Un secteur essentiel pour la croissance et l'emploi



Lors de la présentation du rapport d'information sur l'économie solidaire le 3 décembre à Bruxelles

Le 3 décembre dernier à Bruxelles, le Ciriéc (Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative) présentait son rapport d'information sur l'économie sociale (ES) dans l'Union européenne élaboré pour le Comité économique et social européen (CESE). INEES était évidemment présent, ainsi que des représentants luxembourgeois du CESE et du CES national.

Le commissaire Günther Verheugen, vice-président de la Commission européenne ouvrait les travaux en soulignant les apports importants de l'économie sociale tant sur le plan économi-

Cette page a été réalisée en collaboration avec l'Institut européen d'économie solidaire.

que que sur celui de la cohésion sociale. Jean-Claude Detilleux, président de la Conférence européenne permanente des coopératives, mutualités, associations et fondations (CEP-CMAF qui s'appelle désormais Social Economy Europe), de son côté précisait qu'effectivement l'ES est un secteur essentiel pour la croissance et l'emploi dans l'UE.

Et au-delà des chiffres elle a démontré également sa capacité à contribuer efficacement à résoudre les nouvelles problématiques sociales. Cependant il indiquait au Commissaire que les politiques de l'UE ne prennent pas en compte l'ES à la hauteur de ses apports.

Ce sont les associations populaires et les coopératives qui sont à l'origine historique de l'économie sociale vers la fin du 19^e siècle dans un mouvement d'émancipation des travailleurs et d'éducation des citoyens. Malgré son ancienneté et son poids elle a toujours peiné à se faire reconnaître à la hauteur de la réalité

qu'elle représente. Cela est certainement dû en grande partie au fait qu'étant transversale elle peine à dégager des intérêts communs* qui sont plus faciles à défendre dans l'optique d'un même secteur professionnel.

On retrouve aussi cette difficulté dans les systèmes de comptabilité nationale où l'ES n'est pas reconnue comme un secteur institutionnel distinct. Un travail est d'ailleurs en cours pour établir des comptes satellites des entreprises de l'économie sociale.

Plusieurs approches théoriques

On y distinguerait le secteur non marchand du secteur entrepreneurial marchand. Mais dans les deux cas, malgré la grande diversité de ses acteurs, elle apparaît comme un pôle d'utilité sociale entre le secteur capitaliste et le secteur public. C'est-à-dire comme un 3^e secteur d'utilité sociale.

Il existe plusieurs approches théoriques liées à l'économie sociale. L'économie sociale repose sur une approche statutaire: les coopératives, mutuelles, associations ou fondations. On peut dire encore que ce sont des sociétés de personnes et non des sociétés de capitaux.

Ainsi d'autres concepts sont apparus dont celui de l'économie solidaire (dont se réclame INEES et des organisations telles qu'Objectif Plein Emploi au Luxembourg). Celui-ci repose sur une approche moins entrepreneuriale que l'économie sociale (du moins en Europe) et intègre des notions de solidarité externes alors qu'historiquement l'économie sociale se préoccupait surtout de solidarité interne à l'entreprise. Ainsi l'économie solidaire a pris en compte de façon importante les questions de rapports Nord/Sud (avec le commerce équitable), de respect de l'environnement, de solidarité inter-générationnelle, de solidarité avec les chômeurs (avec les entreprises d'insertion), de développement local... tout en appuyant ses activités dans des formes hybrides de l'économie mixant des ressources marchandes (vente de biens et fourniture de services à un prix approprié à la demande), non marchandes (subventions publiques et dons) et non monétaires (bénévolat). Le principe étant plutôt de remplir une mission d'intérêt général et non pas de dégager une activité rentable sur le marché, justement pour le com-

pléter et non le concurrencer. Mais on trouve maintenant de plus en plus de réseaux d'économie sociale et solidaire (ESS) qui rassemblent tous ces protagonistes.

Il existe également une approche anglo-saxonne du tiers secteur avec des organisations „non-profit“. Le système de philanthropie sociale y est très répandu et donc les bénéficiaires plutôt passifs alors que l'ESS préfère développer ses activités dans une logique de „citoyens qui prennent en main leur destin“.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale (en dehors de la Pologne), l'ESS n'est pas connue alors que les secteurs bénévoles et d'organisations non gouvernementales jouissent d'une plus grande reconnaissance.

Dans les pays germaniques c'est la notion de Gemeinwirtschaft qui est largement ancrée.

Nous reviendrons ultérieurement dans ces colonnes pour présenter les enjeux de l'économie sociale et solidaire, sa prise en compte dans les politiques publiques et le rôle qu'elle peut jouer dans les grands débats de société actuels (services sociaux d'intérêt général, le dialogue civil et social, reconnaissance juridique, l'éducation, la recherche et l'innovation...).

->*) Notons tout de même que l'économie sociale européenne a un slogan commun autour de „l'entreprendre autrement“

Quelques chiffres

L'Économie sociale en Europe

- 240.000 coopératives qui emploient 3,7 millions de travailleurs et rassemblent 143 millions de coopérateurs avec une solide implantation dans l'agriculture, le secteur bancaire, le commerce de détail, le logement et sous la forme de coopératives de travailleurs dans l'industrie, la construction et les services
- Les mutuelles de santé et de prévoyance couvrent 120 millions de personnes et les assurances mutuelles 23,7 parts de marché
- Dans l'UE des 15, les associations emploient 6,3 millions de travailleurs et représentent 4 pour cent du PIB dans l'UE des 25

Au Luxembourg

- On dénombre 750 emplois dans les 67 coopératives du pays pour 4.725 coopérateurs et 6.500 emplois dans les 130 associations recensées (source Stac 2005)
- On notera qu'il existe des plates-formes représentatives transversales en France (Ceges), Espagne (Cepes), Pologne (SKES) et dans les régions belges et qu'au Luxembourg il y a eu une tentative de regroupement mais qui est au point mort aujourd'hui

Neue Ökonomie (10)

„Action sociale pour jeunes“ und Europa

Im vorherigen Artikel hatten wir auf eine mögliche finanzielle Unterstützung für die „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) durch das Arbeits- und Beschäftigungsministerium hingewiesen. Dies geschah, indem das Ministerium das ASJ-Projekt in das Finanzierungsprojekt Objectif 2 des „Fond social européen“ aufnehmen ließ, welches die finanzielle Unterstützung für die Wiederbelebung stillgelegter regionaler Industrien vorsah und von welchem bereits die Kantone Esch/Alzette und Capellen profitierten.

Dies führte zu einer verstärkten Vermittlung der Ziele des „Centre de formation mobile“ (CFM) in den Südgemeinden.

Aus derselben Sicht wurden Gespräche geführt mit den Mitgliedern der „Entente des gestionnaires des services sociaux“ (EGSS), um die Bezeichnung für die lokale Entwicklung und der Solidarwirtschaft als Identitätsbezeichnung im Allgemeinen zu verwirklichen. Leider waren die anderen Mitglieder der Entente nicht bereit, dieses Konzept durchzuführen und verweigerten es einige Monate später.

Immer noch im Zusammenhang mit den theoretischen (politischen) Überlegungen der ASJ brachte die Zusammenkunft mit Vertretern der ESO, der Eurosozialen Vereinigung der Trierer Universität, es mit sich, dass die Diskussion über Solidarwirt-

schaft und deren mögliche Verwirklichung wieder aufgenommen wurde. Denn im Gegensatz zu Frankreich, wo Diskussionen zu diesem Thema national geführt wurden, interessierte man sich in Luxemburg weder für die Idee noch deren Verwirklichung.

Was die europäischen Projekte betraf, so konnte die ASJ, nach zwei Jahren harter Arbeit, einen ersten Entwurf des Programms „Odyssee“ über ein interaktives Multimedia-Programm für Arbeitsvermittlung im Rahmen des europäischen „Force“-Programms vorlegen.

Die Europäische Kommission verließ der ASJ dafür das „Label de qualité européen“. Im Rahmen der „Direction gé-



Autor Nic Eickmann

nérale pour la recherche et le développement“ der Europäischen Kommission schuf die ASJ eine Arbeitsgruppe mit europäischem Charakter, welche die Bezeichnung „Campus universitaire“ erhielt und eine sozio-ökonomische und architektonische Studie über die Verwendung der Industriebranche „Terres rouges“ in Esch/Alzette erarbeitete. Diese Studie wurde allgemein sehr beachtet und fand auch das Interesse der Gemeindeverwaltung Esch/Alzette.

Halten wir noch fest: Im Jahre 1995 war die Zahl der Mitarbeiter bei der ASJ auf 89 Personen angestiegen. **Nic Eickmann**

-> wird fortgesetzt

L'économie sociale et solidaire, pôle d'utilité publique

Le concept d'économie sociale (ES) est intimement lié aux notions de progrès et de cohésion sociale. Ce secteur a un vaste potentiel de création de valeur ajoutée sociale qui n'est pas toujours aisé de percevoir et de quantifier. Il interroge les méthodes d'évaluation traditionnelles de la richesse sensée produire du bien-être.

De nombreuses études ont mis en évidence le fait que l'économie sociale crée un espace régulateur du système, afin d'atteindre un modèle de développement social et économique plus équilibré. Elle contribue aussi à assurer une distribution plus équitable des revenus et de la richesse, à créer et offrir des services sociaux d'intérêt général, à garantir un développement durable, à renforcer la démocratie et à accroître l'efficacité des politiques publiques.

La législation

La reconnaissance de l'économie sociale est très diverse d'un pays à l'autre. L'Espagne, l'Italie et la France qui ont une longue tradition d'ES disposent d'un grand arsenal législatif. On peut relever les dispositions législatives les plus récentes concernant les entreprises sociales (Finlande 2003, Lituanie 2004 et Italie 2005) sur les coopératives sociales (Pologne et Portugal 2006) ou les organisations non lucratives



Emmanuelle Faure (directrice du Centre européen des fondations), Anne David (présidente du Comité européen des associations d'intérêt général), Luigi Martignetti (secrétaire général du réseau européen des villes et des régions pour l'économie sociale), Marie Zvoliská (membre du CESE), Maurice Duranton (président de l'association internationale de la mutualité), Rainer Schlüter (directeur de Coopératives Europe) (d.g.à d.)

d'utilité sociale (Onlus, en Italie 1997).

On observe également l'émergence de nouvelles formes d'organisations: Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC, France 2001) ou Coopératives d'initiatives sociales (Espagne).

Au Luxembourg, notons que le réseau Objectif Plein Emploi travaille à l'élaboration d'un nou-

veau statut d'Association d'intérêt collectif. Autant la plupart des nouvelles formes de statuts sont des déclinaisons d'un modèle commercial pour intégrer des finalités sociales et/ou des modes de fonctionnement multi-partenariaux, OPE, dans sa démarche, a choisi de partir des activités dites d'économie solidaire (développées dans les Centres d'initiatives et de gestion - CIG - actuellement organisés sous statut d'association sans but lucratif - asbl.) par exemple) pour élaborer un modèle répondant aux exigences d'activités qui ne sont pas intégralement soumises aux contraintes du marché (économie plurielle).

Ces organisations qui remplissent des missions d'intérêt général peuvent bénéficier de (justes) mesures fiscales particulières mais sont confrontées aux comportements d'agents opportunistes qui cherchent à bénéficier de ces avantages sans pour autant supporter les coûts qui s'y rattachent.

Défis et tendances

L'économie sociale est un secteur émergent au sein d'une économie plurielle. On reconnaît son rôle en tant que pôle d'utilité sociale, situé entre le secteur capitaliste et le secteur public. Mais l'ES doit relever le défi de son in-

visibilité institutionnelle due en partie à son manque d'identité conceptuelle. Cette définition permettrait de faire face au défi de son identification juridique et de sa prise en compte dans les registres statistiques (avec un travail en cours sur les comptes satellites pour comptabiliser l'ES).

C'est le rôle d'INEES de faire reconnaître la validité conceptuelle de l'économie sociale et solidaire mais malheureusement les efforts publics en termes de recherche sont concentrés sur des secteurs économiques plus „classiques“. Il serait utile de faire une réelle évaluation des politiques publiques d'économie solidaire pour évaluer si elles représentent un coût ou un apport à la richesse nationale.

On prête à l'économie sociale sa capacité à produire de la cohésion sociale tout en respectant des impératifs de plus en plus pesants de compétitivité. L'ES ne peut être l'otage de la Commission qui veut faire passer ses impératifs de concurrence libre et non faussée, y compris sur les services sociaux d'intérêt général. En effet, c'est justement en s'affranchissant des règles du marché qu'on peut garantir la qualité et la finalité sociale d'un service.

Comme l'a souligné Rainer Schlüter (de Coopératives Europe), les défis qui sont posés à l'économie sociale et solidaire aujourd'hui sont de dépasser des



INEES, avec le soutien du Syvicol, devrait lancer un projet d'expérimentation dans plusieurs communes du Grand-Duché, pour construire de façon participative des critères d'évaluation de la qualité de vie et du bien-être dans les territoires. L'objectif est de fournir des outils d'aide à la décision pour les politiques publiques locales. Pour plus de renseignements: info@inees.org

L'économie sociale

Les plus-values

- **cohésion sociale:** par ses activités d'inclusion sociale et de création d'emplois et sa capacité à faire en sorte que chacun trouve sa place dans la société;
- **développement local et territorial:** par le développement d'initiatives locales au plus proche des besoins des citoyens, par la „territorialisation de ses activités“ dans un contexte de globalisation (l'ES ne délocalise pas!) et sa propension à générer du capital social;
- **innovation:** par sa capacité à déceler de nouveaux besoins (non créés artificiellement!) et à y répondre sans être prisonnière du contexte institutionnel (malgré un déficit des politiques publiques en matière de financement qui privilégient l'innovation technologique à l'innovation sociale);
- **emploi:** parce que c'est sa mission première et que ses structures sont des sociétés de personnes (qui placent les hommes et les femmes au cœur du projet) et non de capitaux (qui recherchent avant tout la rentabilité financière);
- **construction européenne:** par le rôle actif qu'elle joue dans le dialogue civil, dans la transition des économies des nouveaux Etats-membres vers l'économie de marché et les dimensions de solidarité qu'elle met en œuvre à l'échelle de la planète.

intérêts catégoriels pour définir ce qu'on veut faire politiquement ensemble en définissant trois pistes à explorer:

- encourager les entreprises sociales qui sont créatrices d'emploi de qualité et produisent de la richesse;
 - influencer les politiques publiques pour avoir de vraies initiatives de soutien;
 - s'affirmer comme partie prenante du dialogue social.
- Une série de pistes qui pourraient alimenter un des engagements du gouvernement du Luxembourg dans la reconnaissance de l'économie solidaire comme 3^e pilier économique.

Neue Ökonomie (11)

Neue Räumlichkeiten für die „Action sociale pour jeunes“

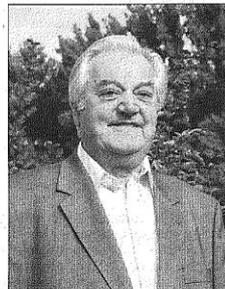
Ende 1995 waren die Renovierungsarbeiten der „Bestgens Millen“, zusammen mit dem Wohnungsbauministerium, abgeschlossen, und die „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) konnte von Eich, wo sie bis jetzt untergebracht war, nach Schiffingen umziehen.

In einem ersten Stadium wurden hier Räumlichkeiten für 15 jugendliche Wohnungssuchende

zur Verfügung gestellt. Außerdem war im Erdgeschoss die Brasserie „Am Brill“ eröffnet worden, um einen Ort für Zusammenkünfte mit der einheimischen Bevölkerung und anderen Besuchern zu schaffen.

Weil das Grundstück der „Bestgens Millen“ als Naturschutzzone eingetragen war, nahm die ASJ Kontakt zur „Natur- a Vullschützliga“, dem „Haus vun der Natur“ und dem Umweltministerium auf, um die Herrichtung und den Unterhalt dieser Zone zu organisieren.

Dieses Projekt reihte sich dann in die bereits von der ASJ durchgezogenen Arbeiten entlang der Collectrice du Sud, in Esch/Al-



Nic Eickmann

zette, in Bettendorf und im Petrusstal ein.

1996 war besonders der Realisierung des von OGB-L und ASJ angestrebten „Objectif Plein Emploi“, dies im Rahmen des „Objectif 2“ des Europäischen Sozialfonds für Wiederbelebung von Industrieflächen, gewidmet. Deswegen fanden dann auch mehrere Zusammenkünfte mit dem Arbeits- und Beschäftigungsministerium und dem Innenministerium statt.

Eine ganze Anzahl von Sensibilisierungskampagnen in den Gemeinden wurden durchgezogen und führten zu einer verstärkten Mitarbeit mit denselben.

Das alles führte dazu, dass der

ASJ immer mehr Aufmerksamkeit durch die Politik geschenkt wurde und die ASJ wurde sogar vom Präsidenten der Europäischen Kommission in Brüssel empfangen. Dieser interessierte sich für die Projekte der ASJ, dies im Zusammenhang mit der europäischen Politik der „Pactes territoriaux pour l'emploi“.

Auch die guten Resultate innerhalb des „Force“-Projektes „Odyssee“ ermunterten die ASJ zu einer verstärkten Weiterarbeit an ihren Projekten.

1996 waren 95 Mitarbeiter bei der ASJ beschäftigt.

Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt

Cette page a été réalisée en collaboration avec l'Institut européen d'économie solidaire (INEES).

Die „Cigliothék“ in Hesperingen Bürgerarbeit auf Howald

Am 18. Februar hat auf Howald die erste „Cigliothék“ des Landes geöffnet. Ist das Konzept in Luxemburg bis dato noch eher unbekannt, so hat dieser Ansatz z.B. in Deutschland mit den sogenannten Bürgerhäusern bereits Verbreitung gefunden.

Die Ziele des Konzepts Bürgerhaus sind mannigfaltig. Zum einen handelt es sich um eine Informationsstelle, in der der Bürger breit gefächerte, auf seinen Lebensmittelpunkt zugeschnittene Informationen abrufen kann. Des Weiteren handelt es sich um einen Ort des Austausches, eine Art lokalen Treffpunkt, der den Menschen die Möglichkeit gibt, sich kennenzulernen, zu diskutieren, sich weiterzubilden und gemeinsame Aktivitäten zu planen.

Zum anderen charakterisieren die Bürgerhäuser sich durch ihr soziales, politisches, kulturelles und ökonomisches Engagement. Sie sind oft Ausgangspunkt für Stadtteilarbeit und lokale Tauschbörsen oder auch soziale Anlaufstelle.

Großes Ziel all der angebotenen Dienstleistungen ist es, den Menschen in seinem kritischen Denken und Handeln zu unterstützen. So haben sich die Bürgerhäuser in vielen Bereichen zu einer lokalen Bildungsstätte entwickelt, mit dem Auftrag, Wissen und insbesondere Wissensanwendung zu vermitteln.

Die Ambitionen der Howalder „Cigliothék“ sind sicherlich mit denen der Bürgerhäuser zu vergleichen, die „Cigliothék“ funktioniert aber nach ihren eigenen Gesetzen.

Die „Cigliothék“ mit ihrer gesellschaftsprägenden Funktion, der „Education citoyenne“, wurde gegründet durch das „Centre d'initiative et de gestion local“ (CIGL) Hesperingen, eine Vereinigung des Netzwerkes „Objectif

Plein Emploi“, das sich für die Verbreitung der Solidarwirtschaft einsetzt. Für die Vertreter dieses Wirtschaftssektors ist die Einbindung des Bürgers in ihre Aktivitäten von großer Bedeutung.

Das CIGL sieht sich als lokaler Wirtschaftsakteur mit überregionalem Wirkungskreis, der Projekte entwickelt, die sich an den Bedürfnissen der Bevölkerung und den Herausforderungen der lokalen Entwicklung orientieren. Diese Projekte sind sozioökonomischer Natur und haben eine gesellschaftsprägende Funktion.

In einem ersten Schritt können sich die Besucher in Computerkurse einschreiben und sich über den Nachbarschaftsdienst „D'Hesper Geschirrschicht“ informieren. Im Laufe der nächsten Monate wird das Angebot mit einer Bibliothek, Themenabenden und Konferenzen ausgeweitet.

Die „Cigliothék“ hat sich zur Aufgabe gestellt, geschlechtergerecht, generations- und kulturübergreifend zu arbeiten, um ein möglichst großes Zielpublikum zu erreichen und zu prägen. In ihren Begegnungen setzt sie auf Solidarität und Freundlichkeit, mit dem Willen, sich kritisch mit den angesprochenen Themen auseinanderzusetzen.

Roter Faden der Arbeit der „Cigliothék“ ist das aufklärerische Menschenbild. Der Mensch wird als mündiger Bürger wahrgenommen. Es gilt, sein Wissen und seine Kompetenzen zu erweitern, um ihn in seinen Entscheidungsmöglichkeiten zu unterstützen. Ein Wissenszuwachs ist erfolgt, wenn die Inhalte, die die „Cigliothék“ mit ihren bedarfsorientierten Angeboten transportiert, bei ihren Gästen zu einer anregenden Gestaltung ihrer Lebensbereiche und zu Lebensfreude führen.

**Abilio Machado,
Christina Schür,
Objectif Plein Emploi**



CIGLIOTHÉK
24 83 76
Avenue Grand-Duc Jean, 2
L-1342 Howald
du lundi au vendredi
de 9h - 12h

Neue Ökonomie (12)

OGB-L + ASJ = Objectif Plein Emploi

Die Gewerkschaft OGB-L war schon immer der Meinung gewesen, dass eine Gewerkschaft mehr sein muss als eine Struktur, die nur fordert und in Frage stellt, sondern dass sie selbst Ideen vorbringt, und mit dem notwendigen Druck auch dafür sorgt, dass die entsprechenden Entscheidungen getroffen werden.

Das entsprach, bereits bei der Gründung 1984, auch der Zielrichtung der „Action sociale pour jeunes“ (ASJ), und so konnte es nicht ausbleiben, dass beide Organisationen sich einige Jahre

später zusammenfanden, um ihre Bemühungen in einer neuen, gemeinsamen Struktur zu festigen.

Es war die Geburtsstunde des „Objectif Plein Emploi“, einer Struktur, die dem Privatsektor nicht einen neuen, subventionierten Arbeitsmarkt gegenüber stellen sollte, sondern vorsah, in Zusammenarbeit mit dem Privatsektor Strategien zu entwickeln, um qualifizierte und kompetente Arbeitskräfte zur Verfügung zu stellen.

Voraussetzung für das Gelingen

„Mut zur Nachhaltigkeit“ - „Oser le développement durable“

L'avenir de la planète en douze tomes



Il s'agit ici d'une initiative pour une éducation citoyenne en faveur du développement durable. Les douze tomes sont parus dans les Editions Fischer Livres de poche.

Les effets pervers de la globalisation se ressentent aux niveaux économique, social, culturel, environnemental. Notre planète est en péril. Malheureusement la société civile est encore trop peu consciente de cette situation de crise.

La publication „Oser le développement durable - L'avenir de la planète en douze tomes“ se veut une initiative en faveur d'un vivre et agir ensemble plus responsable. L'éducation citoyenne y est l'élément clé de la réussite. Dans un langage facilement accessible à tous, des scientifiques de renommée internationale présentent l'état actuel de notre terre à travers les résultats de leurs recherches et proposent à partir de ces savoirs des pistes d'actions concrètes en faveur du développement durable. Chaque tome est dédié à une thématique particulière.

Le message est clair: selon Jill Jäger, la situation est plus dramatique que nous le pensons, il faut donc agir maintenant. Pour Wolfgang Mauser, la durabilité demande de lutter contre la production de masse et de revoir nos fa-

çons de produire et de consommer. La préservation de la biodiversité pour Joseph Reichholz demande un plus grand respect de l'environnement. Harald Müller souligne que la garantie de la paix et de la sécurité est à la base de toute durabilité. Bernd Meyer de son côté mise sur une économie plus responsable en s'appuyant sur des outils de gestion participatifs.

Notons que ces différents programmes de formation à destination de la société civile, développés par l'Institut de Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie, sont présentés et débattus depuis septembre 2007 à l'académie européenne de Otzenhausen. Le développement durable est l'affaire de tous!

Les acteurs de l'économie solidaire prônent la construction d'une société différente, plus égalitaire et où l'économie reste avant tout au service de la personne. Elle s'intéresse à la production de biens et de services dans le sens physique où les valeurs de l'échange se calculent sur des valeurs morales et éthiques et non comptables du terme, où les indicateurs de richesse permettent de mesurer un développement dépassant l'approche financière classique.

Dans un tel contexte un développement durable signifie faire la distinction claire entre les no-

tions de développement et de croissance. Tandis que cette dernière implique l'accroissement par accumulation matérielle, avec une prédominance du changement d'ordre quantitatif, développement est synonyme d'expansion des potentialités, et c'est alors le changement d'ordre qualitatif qui devrait être prédominant. Autrement dit le projet de développement durable est non seulement de créer de la richesse (économie), mais aussi de la partager de façon équitable entre les êtres humains et de la transformer en bien vivre (social) dans le respect des écosystèmes (environnement).

Ne plus s'en remettre à la croissance comme base inévitable du bien-être, c'est le défi permanent de l'économie solidaire qui consiste à démontrer, notamment au pouvoir politique, que ce 3^e pilier de l'économie porte un autre agir et vivre ensemble pour construire un développement durable et solidaire pour un futur désirable.

**Diane Rémy,
Objectif Plein Emploi**

Cette page a été réalisée en collaboration avec l'Institut européen de l'économie solidaire (Inees).

in den neuen Technologien sowie im sozialen Bereich liegen.

Die Gründerväter des „Objectif Plein Emploi“ waren der Überzeugung, dass der Arbeitsmarkt Ideen für neue Formen der Beschäftigung brauchen würde, und dass es so oder so billiger zu stehen käme, in die Beschäftigung zu investieren, als deren Arbeitslosigkeit zu finanzieren.

1997 beschäftigte OPE 155 Mitarbeiter.

Nic Eickmann

→ wird fortgesetzt

gen dieser Vorhaben war die enge Zusammenarbeit zwischen den traditionellen Sozialpartnern, den lokalen Autoritäten und den Organismen, die sich mit diesen Belangen abgaben. Man war sich bewusst, dass man die gesamte Initiative nicht dem Staat überlassen könnte, sondern es sollte eine neue Dynamik entstehen, die in der Öffentlichkeit ein breites Echo finden könnte und damit auch die Voraussetzung für den nötigen Initiativegeist schaffen könnte.

Aufbauend auf die bislang bereits gemachten Erfahrungen der ASJ, sollte mit den neuen vorgeschlagenen Strukturen auf lokaler Basis der Anfang gemacht werden.

Finanziert würden die Projekte über den Beschäftigungsfonds, wobei deutlich unterstrichen wurde, dass zahlreiche Projekte eine Eigendynamik und damit auch eigene Finanzierungsmöglichkeiten ermöglichen könnten.

Die Schwerpunkte der neuen Aktivitäten im Beschäftigungsbereich würden im Umweltschutz,

Lux'09 en mai 2009 au Luxembourg

On commence maintenant à se rapprocher sérieusement de l'échéance: dans 14 mois le Luxembourg accueillera les 4^{es} rencontres internationales de „Globalisation de la solidarité“. Une interview d'Eric Lavillunière, chargé de direction de l'INEES.

Mais que se cache-t-il derrière ces rencontres qui se dérouleront pour la 1^{re} fois en Europe et pourquoi au Luxembourg?

Eric Lavillunière: „En fait ces rencontres réunissent les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) de la planète. Je crois qu'INEES, avec son partenaire Objectif Plein Emploi, a été choisi, parce que le Luxembourg est un pays au carrefour de plusieurs cultures et possède de bonnes expériences d'économie solidaire.“

Mais ça existe partout dans le monde ?

E. L.: „Oui bien sûr et les réseaux sont particulièrement forts en Amérique du sud et du Nord, en Afrique de l'Ouest et émergents en Asie.“

Vous attendez donc beaucoup de monde ?

E. L.: „Environ 1.000 personnes dont 150 d'Amérique du Nord (principalement du Québec), 100 d'Afrique, 50 d'Asie, 50 d'Australie, 50 d'Amérique du Sud, 400 d'Europe et disons 200 (en plus) du Luxembourg. On sera obligé de limiter pour des questions d'infrastructures.“

Justement cela aura lieu où ?

E. L.: „On ne sait pas encore définitivement mais nous avons une piste qui nous séduit particulièrement. La Kulturfabrik à Esch/Alzette serait ravie de nous accueillir mais n'a pas la capacité. Nous allons donc prendre contact avec la ville d'Esch/Al-

zette pour voir si, en mobilisant tous les lieux disponibles sur la commune et les environs et en installant une grande tente par exemple, le coup serait jouable.“

Quels sont les objectifs de ces rencontres ?

E. L.: „Ils sont très simples: échanger les bonnes pratiques et construire une parole politique commune. Nous voulons faire reconnaître qu'on peut faire de l'économie autrement et qu'il existe un espace entre l'économie publique et l'économie privée classique. Pour cela on s'appuie sur des réalités concrètes, on ne parle pas dans le vide. D'ailleurs le thème général de ces rencontres est: 'Une autre économie existe – les innovations de l'économie sociale et solidaire'.“

C'est INEES qui a construit le programme ?

E. L.: „En fait il y a trois niveaux de coordination: international avec le RIPESS¹ sous l'égide duquel les trois principales rencontres ont été organisées (Lima 97, Québec 2001 et Dakar 2005 – cf. www.ripest.net), européen animé par INEES et nous aimerions pouvoir également nous appuyer sur la Grande Région. Nous avons lancé, avec le soutien du CESGR² un embryon de réseau, durant la présidence belge germanophone, malheureusement il n'est pas certain que ce processus soit repris dans les objectifs de la nouvelle présidence luxembourgeoise (mais on espère que ça puisse être possible car les attentes sont là).“

J'insiste un peu, mais qui pourra s'exprimer à la tribune ?

E. L.: „Il y a plusieurs niveaux: une douzaine d'ateliers d'échanges avec les acteurs de l'ESS (cf. encart ci-joint), des plénières de débat politique avec ces mêmes acteurs et des plénières d'interpellation des grandes institutions internationales (OIT, OCDE, ONU, Union européenne, Confédération syndicale internationale, etc.). D'un point de vue politique on peut raisonnablement envisager la participation du premier ministre du Québec



Eric Lavillunière (INEES, à.d.) et Arturo Palma Torres (MES France) pendant le Conseil d'administration du RIPESS à Montréal.

Jean Charest, du ministre à l'Économie solidaire du Brésil Paul Singer, et de plusieurs personnalités européennes de haut rang.“

Y-a-t-il des structures impliquées localement ?

E. L.: „On va s'y employer. Pour le moment, outre OPE, il y a Etika qui s'est beaucoup investi. Mais nous avons également rencontré le Cercle des ONG de Développement, l'ASTI, Greenpeace ... la liste n'est pas exhaustive. Nous voudrions que tout le Luxembourg dans son ensemble accueille cet événement. Ce n'est pas le Congrès d'un réseau mais un Forum ouvert à tous.“

Comment comptez-vous y arriver ?

E. L.: „Je voudrais que tout le monde comprenne la chance que nous avons d'accueillir cet événement. Vous savez je suis triste de voir quand je voyage, qu'on assimile le Luxembourg au Lichtenstein. Et ce n'est pas pour une question de géographie ... Je pense que la meilleure réponse que nous puissions appor-

ter est de montrer que ce pays peut se montrer solidaire et pas seulement dans sa capacité à redistribuer mais aussi à soutenir un 3^e pilier économique entre économie publique et économie privée classique.“

Vous y croyez ?

E. L.: „Si je n'y croyais pas j'arrêterai tout de suite! La recon-

naissance de ce 3^e pilier figure dans le programme gouvernemental. Par contre c'est vrai que jusqu'à présent on attend toujours une concrétisation plus évidente de cet engagement. Et les prochaines élections sont pour bientôt ...“

Juste après Lux'09 ...

E. L.: „Effectivement, notre objectif est de nous inviter dans la campagne, que l'économie solidaire soit un enjeu politique. Nous voudrions que les élus et surtout les futurs élus prennent conscience du formidable potentiel que nous avons pour être les fers de lance de ce 3^e pilier qui, j'en suis convaincu, s'imposera dans les économies du 21^e siècle. Alors soit on regarde les autres et on rattrachera les wagons, soit on investit et on peut vraiment être à la pointe de ce que seront les économies futures, à savoir plus soucieuse du bien-être de ses habitants dans un environnement globalisé.“

-> ¹⁾ Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire, avec un bureau à Dakar qui gère le site internet et une nouvelle porte-parole, Nedda Angulo du Groupe de recherche en économie solidaire du Pérou

-> ²⁾ Comité économique et social de la Grande Région

Douze ateliers

12 ateliers ont été présélectionnés et sont portés par des réseaux européens, mais d'autres pourraient se rajouter (les jeunes et l'ESS, les femmes et l'ESS, les populations autochtones, ...)

- 1) ESS et co-construction des politiques publiques avec les réseaux
- 2) ESS, Services sociaux d'intérêt général et biens communs
- 3) Entrepreneurat solidaire
- 4) ESS et environnement
- 5) ESS et souveraineté alimentaire
- 6) Production, commercialisation et consommation responsable
- 7) Participation démocratique et ancrage territorial
- 8) Les apports de l'ESS
- 9) Les réseaux de l'ESS
- 10) ESS et communication
- 11) ESS et action syndicale
- 12) ESS et finances solidaires

Ce programme a été conçu sur la base d'une dynamique collective et de responsabilisation: ce sont les réseaux eux-mêmes qui l'ont décidé.

On a décidé de faire des sessions en trois temps: on illustre, on débat et on propose.

L'idée est également de croiser la participation des réseaux pour éviter de faire des sessions où le commerce équitable parle au commerce équitable, les finances éthiques aux finances éthiques etc. (et où on se retrouve toujours les mêmes à parler entre nous).

On respectera la parité en genre et Nord/Sud
Le Forum va démarrer en mai 2008 avec la possibilité de participer par l'intermédiaire de forums interactifs - www.lu09.lu

Originalité

On va mobiliser les réseaux européens pour accueillir les délégations des autres continents: je voyage dimanche, je visite des expériences de terrain le lundi et mardi (en France, en Italie, en Espagne, en Belgique ...) et le mercredi on converge tous vers le Luxembourg pour le Forum en lui-même du jeudi au samedi, et dimanche ce sera le retour. On invite donc toutes les structures à se porter candidate pour faire visiter des expériences.



Neue Ökonomie (14)

Neue Arbeitsplätze

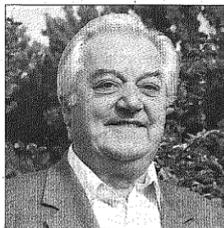
Nachdem man beschlossen hatte, dass eine einzige Organisation, nämlich „Objectif Plein Emploi“ (OPE) – wie im vorhergehenden Artikel erwähnt – sämtliche Forschungs-, Verwaltungs- und Formationsaufgaben übernehmen sollte, wurden, im Laufe des Jahres, Gespräche mit der Arbed-Gesellschaft aufgenommen, um ein neues Projekt zu verwirklichen.

Innerhalb des Arbed-Werksgebiets in Differdingen sollte die nicht mehr benötigte Schreinerei dazu benutzt werden, ein „Atelier de mobilier urbain“ einzurichten, um zwei Vorhaben zu verwirklichen, nämlich die lokale Ent-

wicklung und die Beschäftigung von Jugendlichen. Diese Jugendlichen sollten hier die Möglichkeit haben, eine Formation im Schreinerhandwerk zu erhalten, indem sie Produkte öffentlichen Nutzens herstellen. Dieses Projekt wurde dann auch verwirklicht.

Ein ähnliches Projekt war auch die Verwirklichung von „Services de proximité“, ein Vorhaben, das es ermöglichen sollte, älteren oder behinderten Personen bei ihren täglichen Aktivitäten Hilfe zu leisten. Ein Vorhaben, das sich deshalb auch bestens in den Gedanken der Solidarwirtschaft einfügte.

So wie es die „Services de proximité“ vorsahen, sollten hier verschiedene Hilfen angeboten



werden, kleinere Reparaturarbeiten in- und außerhalb der Wohnung, Anstreicher- oder Gartenarbeiten – natürlich nur in kleinem Maßstab – wie schon gesagt, für über 60 Jahre alte oder behinderte Personen.

Bei jeder Anfrage hierzu wird die vorgesehene Hilfeleistung von einem Vorarbeiter bewertet und es wird, neben der anfallenden Arbeit, besonderes Gewicht auf die guten Kontakte zwischen den Ausführenden und dem Hilfsbedürftigen gelegt. Denn es stellte sich im Laufe der Zeit heraus, dass besonders bei allein stehenden Hilfsbedürftigen Kontakt und Gesprächsbereitschaft,

für das die Helfer extra ausgebildet sind, gewünscht wurde.

Um jedem den Zugang zu den neuen Technologien zu ermöglichen, gelang es dem „Objectif Plein Emploi“ 1999 in Esch/Alzette eine sogenannte „Multimediale“ zu schaffen, eine Idee, welcher in den folgenden Monaten eine Reihe von Haushalten folgte und so 30 neue Arbeitsplätze geschaffen wurden.

Halten wir noch fest: Im Laufe des Jahres 1999 bewegte sich die Zahl der Mitarbeiter beim „Objectif Plein Emploi“ auf 300 zu.

Nic Eickmann
-> wird fortgesetzt

Le tourisme responsable et l'économie solidaire

Les 27 et 28 mai à Lempdes près de Clermont-Ferrand se sont déroulés les rencontres territoriales d'Auvergne. Leur sujet: le tourisme responsable, laboratoire d'une économie territoriale plus solidaire, coopérative et culturelle.

Ce forum d'échange réunira des personnes ressources d'Auvergne et des acteurs engagés en France et à l'international dans le tourisme responsable comme dans le développement des territoires. Il est co-organisé par le Conseil régional d'Auvergne et BEIRA-CFP, membre de la plate-forme „Changer d'échelle du local à l'Europe" animée par le Collectif national des pactes locaux, association soutenue par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (PPH).

Il se situe dans le cadre des événements préparatoires à Lux'09. Plus précisément, cette „étape régionale" est la deuxième organisée par la plate-forme sur les cinq prévues¹⁾. Elle contribuera par une capitalisation croisée au contenu de l'atelier n° 7 „Participation démocratique et ancrage territorial"²⁾.

L'objectif de la RTA 2008 est de mettre en évidence les avantages des démarches territoriales participatives, celles menées ou à venir, dans la recherche, à partir du tourisme, d'une réelle valeur ajoutée économique, sociale, culturelle, environnementale et de

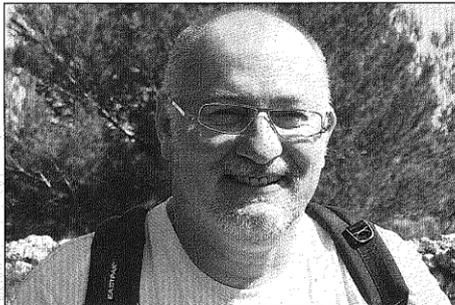


Foto: Inees

„Lever le nez du guidon et considérer les territoires comme un acteur collectif plus que comme un réceptacle passif" nous dit Alain Laurent. Une nécessité... dont l'évidence devrait être plus largement partagée.

gouvernance „ici" et „là-bas". C'est également l'occasion pour le territoire invitant, la Région Auvergne, de faire un bilan de ses initiatives de coopération décentralisée dans la région de Tombouctou au Mali, du Vanikatra à Madagascar et de Travnik en Bosnie-Herzégovine.

Refusant la langue de bois, les organisateurs rappellent les sévères constats faits à propos des formes de tourisme massives, prédatrices et peu regardantes sur leurs différents „empreintes". Notamment:

- les emplois touristiques sont souvent mal rémunérés, saison-

niers et sans possibilités de réelles qualifications;

- les atteintes aux droits des travailleurs et l'exploitation, y compris sexuelle, des femmes et des enfants sont courantes;

- le tourisme fragilise le tissu social et bouscule les bases culturelles en renforçant les disparités sociales;

- le tourisme aérotransporté contribue au déséquilibre climatique planétaire. Et par ses impacts terrestres il pollue, surexploite et artificialise les paysages, accapare le foncier et crée des conflits d'usage de ressources limitées comme l'eau ou l'énergie.

Sur ce constat partagé, les participants sont invités à décrire les pratiques d'un autre tourisme, dit „responsable", dont les formes solitaires, équitables, durables, alternatives, éthiques, pro-poor, douces éco- ou community-based sont autant de progrès en matière de Responsabilité sociale des entreprises (RSE), d'équité, de répartitions justes des recettes, de respect de l'environnement, d'achats, de fournisseurs et sous-traitants éco-responsables ...

Mais n'existe pas de recette miracle. C'est par le dialogue, l'échange et la mise en pratique du dicton „l'union fait la force" que seront partagées, consolidées et amplifiées les réponses aux enjeux verticaux de filière (avec les professionnels du tourisme) et horizontaux territoriaux (avec les habitants, les prestataires locaux et les forces vives sociales, économiques et institutionnelles).

Le format défini pour les ateliers de Lux'09 en trois temps de travail – on illustre, on débat et on propose – est suivi par la RTA 2008.

Ainsi dans un premier temps on prendra connaissance des initiatives des acteurs du tourisme responsable et des dynamiques territoriales, ainsi que des témoignages des partenaires de la coopération Auvergne à Madagascar, Mali et Bosnie en insistant sur le rôle et la place des habitants. Ces illustrations serviront à définir des questions clés à débattre en ateliers et en plénière dans un 2^e temps. Puis, 3^e temps, les rencon-

tres se clôtureront par des propositions d'action et d'engagements venues des participants.

„Pas de langue de bois, pas de dénigrement mais pas non plus de satisfécit. Rechercher les complémentarités entre les avancées des uns et des autres, les mettre en cohérence et accrocher le tout aux politiques d'aménagement et de développement du territoire: c'est l'enjeu. La RTA 2008 devrait être un premier pas vers cette réponse; la seule à la hauteur des défis d'un tourisme vraiment responsable", nous dit Alain Laurent.

Ces rencontres pourront se poursuivre et s'élargir ensuite à d'autres participants par le biais d'un forum internet qu'INEES rendra très bientôt opérationnel²⁾ dans le cadre de Lux'09.

Contact: Alain Laurent
beira.cfp@wanadoo.fr

→ ¹⁾ Notons que la 3^e étape sera accueillie par Objectif Plein Emploi au Luxembourg les 18 et 19 juin sur le thème: „OPE, un réseau de développement local et d'économie solidaire".

²⁾ Les modérateurs de ces forums internet seront en formation à l'utilisation des outils informatiques appropriés les 8 avril (à Esch/Alzette) et 15 avril (à Bruxelles) et seront ainsi capables de modérer les discussions. Le site devrait être opérationnel à la mi-mai 2008.

Rencontre à Lima du 13 au 16 mai

Le sommet des peuples Enlazando Alternativas 3

Le sommet des peuples Enlazando Alternativas 3 approche (du 13 au 16 mai 2008, Lima, Pérou). Il s'agit d'une rencontre promue par divers mouvements sociaux ainsi que des organisations non-gouvernementales d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC). Le sommet se déroulera parallèlement au cinquième sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de l'ALC et de l'UE, la plus importante expression politique des relations entre les gouvernements respectifs de ces deux régions. Le cadre politique bi-régional dans lequel ces événements auront lieu est sans aucun doute de la plus haute importance pour l'avenir des peuples. A Lima, on mettra en place des espaces d'analyse critique sur les relations UE-ALC, en y incluant les accords d'association, le comportement des multinationales, le militarisme et la criminalisation

des mouvements sociaux dans les deux continents, et on installera un tribunal des peuples pour juger le système de pouvoir des transnationales européennes, tant en Amérique latine et dans les Caraïbes que dans l'UE.

Le RPESS est associé à cet événement par l'intermédiaire des réseaux latino-américains et le GRESP (Grupo Red de la Economía Solidaria de Perú) pour travailler sur les questions des alternatives économiques à promouvoir. Les réseaux européens sont également invités à participer.

→ Vous pouvez consulter l'appel du sommet à l'adresse suivante:
<http://peoplesdialogue.org/es/node/187/> (en espagnol, anglais, français, allemand et italien)
Contact en Europe: Transnational Institute (TNI)
ceciliaolivet@tni.org



LUX'09 RIPESS INEES

En Mai 2009 nous accueillerons au Luxembourg, pour la 1^{re} fois en Europe, les 4^{es} rencontres internationales de „globalisation de la solidarité" Lux'09, qui réuniront les acteurs de l'économie sociale et solidaire de la planète. Tous les 15 jours, nous vous tiendrons informés de l'avancée des préparatifs de cet événement qui se veut participatif. N'hésitez pas à faire des propositions.

Neue Ökonomie (15)

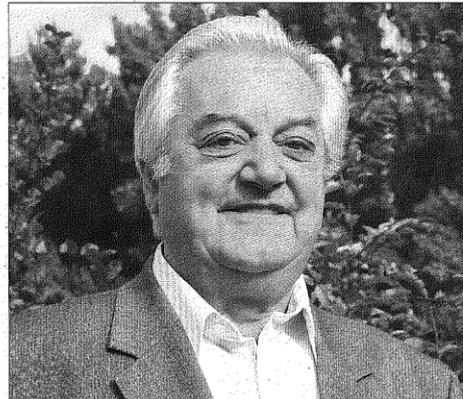
Solidarwirtschaft bei uns und bei unseren Nachbarn

Im Laufe des Jahres 1999 war die „Action sociale pour jeunes" (ASJ) bemüht – dies im Rahmen des „Objectif Plein Emploi" (OPE) – die aufgenommenen Projekte zu stabilisieren und die gesamte polyvalente Struktur, die mittlerweile an Bedeutung zugenommen hatte, zu reorganisieren. So wurde eine tiefergehende Analyse über die Lohnpolitik und die Verantwortung der Mitarbeiter vorgenommen, deren Resultat in einem „Document sur les conditions de travail et de rémunération dans le réseau OPE" festgehalten wurde.

Es handelte sich hierbei um eine Reglementierung, welche alle Teilnehmer verpflichtete am Gedanken der Solidarwirtschaft festzuhalten, um jedem eine anerkannte und qualifizierte Arbeit zu verschaffen. So regelte dieses Dokument die Arbeits-, Lohn- und Urlaubsbestimmungen für alle beim OPE und den hier angeschlossenen Beschäftigungsinstanzen, sowie alle Bestimmungen über Dauer der Arbeit und die Kündigung. Mit diesem Dokument unterstrichen die Verantwortlichen ihren Willen, alle gesetzlichen Rechte für ihre Beschäftigten zu respektieren.

Außerdem wurden die zahlreichen Vereinbarungen zwischen den Beschäftigungsorganen und den Ausführenden untersucht und, wenn nötig, aktualisiert. Mit dem Innenministerium wurde Kontakt aufgenommen, um die Verbindungen zwischen dem OPE und den Gemeinden zu verfestigen.

Anerkennung als Verfechter der Solidarwirtschaft in Luxem-



Nic Eickmann

burg erhielt OPE durch eine Einladung zu einem Seminar nach Tours (Frankreich), zu dem das „Secrétariat d'Etat à l'Economie solidaire de France" eingeladen hatte. Dieses Sekretariat war 1997 gegründet worden und war damit die erste offizielle Anerkennung für die Werte der Solidarwirtschaft.

Ebenfalls in Frankreich, und zwar in Longwy, fand ein weiteres Seminar statt, unter dem Titel „Le développement local au service de l'économie solidaire" und bei uns in Luxemburg wurde vom Arbeitsministerium eine „Cellule emploi" geschaffen, die sich u.a.

mit der Koordinierung aller Initiativen innerhalb der Solidarwirtschaft befassen sollte. Es erwies sich, dass einige Mitglieder des „Institut européen pour l'économie solidaire" aus der Großregion stammten, wo der Gedanke der Solidarwirtschaft auf viel Interesse stieß, so auch beim „Collège européen de technologie".

Im vorigen Artikel hatten wir vermerkt, dass sich die Zahl der Mitarbeiter auf die 300 bewegen würde.

Ende 1999 waren es 520 Beschäftigte.

Nic Eickmann

→ wird fortgesetzt

Une technologie émancipatrice

Des logiciels libres au CIGL d'Esch/Alzette

Le 8 avril dernier le CIGL d'Esch-sur-Alzette a accueilli une session de formation d'une partie des modérateurs des forums de discussions des douze ateliers de Lux'09 (cf. pré-programme sur www.inees.org). Une autre session a eu lieu à Bruxelles hier.

L'équipe multimédia du CIGL d'Esch-sur-Alzette, association membre du réseau Objectif Plein Emploi, expérimente depuis deux ans l'utilisation des logiciels libres sur ses ordinateurs et ce dans une optique d'économie solidaire. Une bonne occasion d'interroger Nicolas van de Walle qui est agent de développement local du CIGL d'Esch-sur-Alzette.

Qu'est-ce que c'est un logiciel libre?

Nicolas van de Walle: „Un logiciel libre est un logiciel dont la licence dite libre donne à chacun le droit d'utiliser, d'étudier, de modifier, de dupliquer, de donner et de vendre le logiciel". C'est la définition qu'en donne Wikipedia (www.wikipedia.org) qui, dans le même esprit, est une encyclopédie libre en ligne.

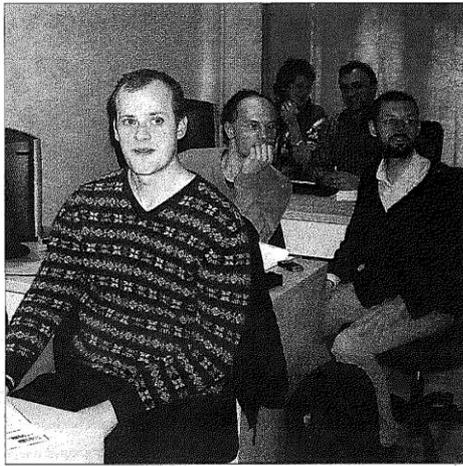
Depuis la fin des années 1990, les logiciels libres connaissent un succès croissant et constituent une véritable alternative face aux logiciels non libres, qualifiés de "propriétaires". Les gouvernements brésiliens, sud-africain, d'Andalousie et d'Estrémadure en Espagne se sont officiellement orientés vers le logiciel libre.

Les logiciels libres présentent un double avantage: ils apparaissent fiables et sont moins coûteux.

Pourquoi des logiciels libres au CIGL d'Esch-sur-Alzette?

NvdW: „Les logiciels libres ont été implantés au CIGL par ses apprentis informaticiens. Au début, des doutes ont été exprimés sur la qualité de ces logiciels: s'ils sont gratuits, ils ne peuvent qu'être moins fiables. Au fur et à mesure de leurs expérimentations, ils ont découvert les nombreuses possibilités offertes par cette nouvelle voie informatique qui privilégie l'individu et ses besoins. Ils considèrent désormais que les logiciels constituent une alternative crédible aux logiciels propriétaires.

Cette année, tous les ordinateurs du CIGL seront équipés de logiciels libres. De plus, les for-



Au 1^{er} plan Nicolas van de Walle (CIGL Esch), au 2^e plan Thibaut Jaquet et Tanguy Ewbank (Ressources, Réseau d'entreprises d'économie sociale actives dans le recyclage et la récupération) et au 3^e plan Daisy Herman (Fimarc, Fédération internationale des mouvements ruraux catholiques) et Eric Lavillunière (INEES).

mateurs en informatique du CIGL organiseront des actions de sensibilisation sur l'usage des logiciels libres à destination de leurs collègues et du grand public.

Pourquoi peut-on associer les logiciels libres à l'économie solidaire?

NvdW: „L'utilisation des logiciels libres peut contribuer au développement de l'économie solidaire. Des communautés de développeurs se sont associées en

groupe de type économie solidaire. Ils partagent de nombreuses valeurs communes: l'économie au service de l'Homme, l'entraide solidaire, le partage des connaissances, l'engagement citoyen, la démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies, ... Les logiciels libres constituent une technologie émancipatrice: à travers leur utilisation, chacun peut prendre conscience de la possibilité de faire bouger collectivement les choses.“



Catherine Van Ouytsel, chargée de mission Lux'09

„Etre au cœur d'un événement international“

L'Institut européen pour l'économie solidaire (INEES) a dorénavant une nouvelle collaboratrice. Catherine Van Ouytsel, chargée de mission Lux'09, s'occupera en priorité de l'organisation de la 4^e rencontre Globalisation de la solidarité sur l'économie solidaire qui se tiendra au Luxembourg en mai 2009.

Nous lui avons demandé de se présenter.

Quel est votre parcours?
Catherine Van Ouytsel: „Je travaille dans le secteur de l'économie solidaire depuis 2001. J'ai débuté, au sein du réseau Objectif Plein Emploi, au CIGL (Centre d'initiative et de gestion local) d'Esch/Alzette, puis j'ai œuvré dans un autre CIGL, à Schifflange.

J'ai donc participé à monter des projets pour répondre à des besoins locaux non assouvés par le système économique classique, tout en créant des emplois. Cette expérience du local m'a démontrée que l'économie solidaire était un concept très souvent méconnu, voire totalement inconnu, ou alors carrément considéré comme un système utopique.

Or, la réalité de terrain prouve qu'il existe des besoins (de services à la personne, à la petite enfance etc.) et que ni l'économie marchande ni l'économie publique n'arrivent à y répondre.

Seule l'économie solidaire (qui ne dit pas toujours son nom) qui place les femmes et les hommes au centre de ses préoccupations apporte des solutions concrètes.

Pourquoi avoir accepté cette mission?

CvO: „Etre chargée de mission Lux'09 me permet non seulement de revenir à ma formation initiale, puisque j'ai étudié les relations publiques, mais surtout me donne la chance d'être au cœur d'un événement international qui sera pour la première fois accueilli en Europe.

Le fait que cela se passera au Grand-Duché est, je pense, une opportunité exceptionnelle pour le pays de se poser à la pointe de l'économie solidaire internationale et pour moi d'avoir une expérience professionnelle très enrichissante. Il faut savoir que notre expérience au Grand-Duché est tout à fait exceptionnelle, notamment à travers les initiatives soutenues par le ministère du Travail et de l'Emploi via le fonds pour l'emploi, et nous est enviée par beaucoup de pays. Cet acquis est un bon début vers la reconnaissance d'un troisième pilier de l'économie. Il ne reste qu'à franchir un dernier pas pour passer d'une logique de publics fragilisés à une logique d'activités solidaires et c'est le travail d'INEES d'apporter des éléments conceptuels et scientifiques de légitimation de tout cela. Même si nous ne sommes pas (encore) financés pour ces activités de recherche ...

Lux'09 permettra d'échanger les bonnes pratiques et de partager les réalités de chacun entre les acteurs de l'économie solidaire du monde entier et les politiques locales, nationales et européennes.



Catherine Van Ouytsel

Cela donnera un bon coup de projecteur vers ce secteur économique trop souvent considéré

comme une roue de secours et non comme une réelle solution alternative et complémentaire de développement durable.

Je suis convaincue de son utilité et de sa viabilité. J'adhère complètement à ses valeurs humaines. Ce travail me donne une réelle chance de participer à ce processus de mobilisation et de changement. C'est un réel défi surtout dans un contexte européen qui devient de plus en plus libéral.“

Quelles sont vos premières tâches dans l'organisation de Lux'09?

CvO: „Le financement! Les ressources sont comme souvent le nerf de la guerre ou plus exactement dans le cas présent le nerf de la paix. Accueillir un tel événement n'est pas gratuit même si on peut escompter des retombées tous azimuts.

Nous comptons sur un soutien local, national et européen, mais nous aurons besoin du privé aussi. Nous allons donc lancer une campagne d'appel vers des sponsors mais également mobiliser toutes les personnes qui pourront nous aider bénévolement.

En ce moment, le développement durable est un concept en vogue. Nous espérons donc pouvoir surfer sur cette vague pour affirmer nos ambitions et convictions et arriver à faire de cet événement une vraie réussite pour tous. En tous cas je ferai tout mon possible pour cela.

→ Tél.: 54 04 45 43 - 5

Neue Ökonomie (16)

Lokale, landesweite und europäische Aktivitäten

Auch das Jahr 2000 war für „Objectif Plein Emploi“ (OPE) ein sehr aktives Jahr. Innere Organisation und die Kontakte zu den Gemeinden wurden gefestigt und Letztere weiter ausgebaut. Denn besonders in den Gemeinden zeigte sich, dass Aufbau und Tätigkeit von lokalen „Centres d'initiatives et de gestion locals“ (CIGL) dem Gedanken der Solidarwirtschaft immer mehr Rechnung trugen.

Bis zum Jahre 2000 waren bereits in 21 Gemeinden solche lokalen Gruppen aufgebaut worden, ein Erfolg, der die Verantwortlichen des OPE dazu brachte, Kontakte zu Gemeinden im ganzen Lande aufzunehmen. Nachdem es anfangs besonders Gemeinden aus dem Süden unseres Landes waren, welche lokale Gruppen geschaffen hatten, kamen jetzt sowohl Gemeinden aus dem Zentrum, dem Norden und dem Osten hinzu. Was dazu führte, dass man eine erste regionale Agentur, in Rümelingen, einrichtete.

Aber auch die Aktivitäten des „Centre d'initiative et de gestion sectoriel – dépendance“ nahmen zu, so dass man ein Ausbildungsprojekt ausarbeitete, in welchem man die Möglichkeit sah, eine ganze Reihe von Jugendlichen als



„aide socio-familiale“ auszubilden, die dann im Bereich der Sozialfürsorge tätig werden könnten. Dieses Projekt wurde vom Familienministerium genehmigt und konnte im folgenden Jahr verwirklicht werden.

Auf transnationalem Gebiet war man nicht so erfolgreich: Einige Mitglieder des „Institut européen pour l'économie solidaire“ (INEES), und hier besonders diejenigen aus der Großregion, welche sich für die Schaffung einer Spezialausbildungsmöglichkeit für Agenten der Großregion einsetzten, wurden hier enttäuscht. Die Genehmigung wurde, innerhalb des europäischen Leonardo-Programms, verweigert.

Genugtuung erhielten alle in der Solidarwirtschaft tätigen Mitarbeiter, als wenig später die Europäische Kommission eine offizielle Bekanntmachung mit dem Titel „Renforcer la dimension locale de la stratégie européenne pour l'emploi“ herausgab, womit ein erstes Mal die lokale Entwicklung als Teil der allgemeinen Politik anerkannt wurde.

Eine letzte Bemerkung: Im Jahre 2000 waren 413 Mitarbeiter beim OPE beschäftigt.

Nic Eickmann

→ Wird fortgesetzt

Anerkennung der Solidarwirtschaft wird verlangt

Nach der Entwicklung innerhalb der luxemburgischen Politik in den vergangenen Jahren konnte man einen vielversprechenden Fortschritt feststellen, weil nämlich der Gedanke der Solidarwirtschaft immer mehr Fuß fasste. Dem war nicht immer so gewesen und „Objectif Plein Emploi“ (OPE) musste sich immer wieder gegen Meinungen wehren, seine Aktivitäten seien überflüssig.

Das brachte die Verantwortlichen von OPE dann auch dazu, ein französisches Institut, das „Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie“, einzuschalten, um von ihm eine Untersuchung über die Aktivitäten vom OPE und den wirtschaftlichen Einfluss desselben vornehmen zu lassen. Diese Untersuchung fand ihren Niederschlag in einem Dokument, genannt „De l'insertion au droit de travail par la création de nouvelles activités“, und bestätigte nicht nur die richtige Vorgehensweise des OPE, sondern dient auch als wissenschaftliche Unterstützung für zukünftige Aktivitäten.



Nic Eickmann

Eines der Hauptanliegen des OPE war, dass die Sozial- und Solidarwirtschaft, als dritter Sektor neben dem öffentlichen und privaten, anerkannt werden sollte. Und genau das geschah dann auch auf politischem Gebiet: Innerhalb der „Tripartite luxembourgeoise“ wurde die Aktivität des OPE auf dem Gebiet der Arbeitslosigkeit erkannt und das „Comité permanent pour l'emploi“ wurde mit einer genaueren Untersuchung über diese Aktivitäten beauftragt.

Das Arbeitsministerium seinerseits beschloss, eine grundsätzliche Untersuchung über die Aktivitäten der einzelnen sozio-ökonomischen Initiativen vorzunehmen.

Die Verantwortlichen vom OPE wurden sich immer mehr bewusst, dass die ganze Organisation vor allem von den ehrenamtlich Tätigen in den einzelnen lokalen Verwaltungsorganisationen abhängig war. Um dieser Tatsache Rechnung zu tragen und sie der Öffentlichkeit bewusst zu machen, wurde vom OPE eine „Conférence nationale des acteurs bénévoles du réseau OPE“ in der Bestgen Mühle in Schifflingen einberufen.

Hier wurde dann von den Präsidenten der einzelnen lokalen Gruppen ein Dokument unterzeichnet, in welchem das Arbeitsministerium aufgefordert wurde, eine gesetzliche Basis für die Sozial- und Solidarwirtschaft zu schaffen.

Im Jahre 2001 beschäftigte OPE rund 500 Personen.

Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt

Le 28 avril était la Journée mondiale sur la **sécurité et la santé au travail**

Promouvoir des emplois décentes et sûrs

La Journée mondiale pour la **sécurité et la santé au travail** a pour but d'attirer l'attention dans le monde sur la promotion et la création d'emplois décentes et sûrs et de réduire le nombre de décès liés au travail. Cette année, comme les années précédentes, des événements tripartites ont eu lieu dans le monde entier.

Le Bureau international du travail (BIT) estime que quelque 6.000 travailleurs décèdent chaque jour dans le monde des suites d'accidents et de maladies liés au travail. Il apparaît aussi que les décès liés au travail sont en augmentation. En outre, on estime à 270 millions par an le nombre d'accidents du travail non mortels (qui, chacun, entraîne au moins trois jours d'absence au travail) et à 160 millions le nombre de nouveaux cas de maladies liées au travail. Le coût total de tels accidents ou maladies a été estimé par l'Orga-



nisation internationale du travail à quatre pour cent du PNB (produit national brut) mondial, soit plus de 20 fois le montant global

de l'aide publique au développement.

Si certains secteurs sont intrinsèquement plus dangereux que d'autres, les groupes comme les migrants et d'autres travailleurs marginalisés sont souvent plus exposés au risque de subir des accidents et des maladies liés au travail.

L'Union européenne veut des entreprises compétitives. La rentabilité peut se faire au détriment des conditions de travail et de la sécurité. Ces contradictions ne sont parfois qu'apparentes puisque des études ont également montré que le bien-être au travail peut améliorer l'implication et donc la productivité des salariés.

Voyons comment, dans une entreprise d'économie solidaire, on aborde ces préoccupations. Nous avons choisi l'exemple d'„Objectif Plein Emploi“, avec Claudine Hewer, chargée de direction „Responsabilité sociale de l'entreprise“ qui nous a exposé son point de vue. (voir ci-dessous)



Claudine Hewer

Approche globale, **responsabilité sociale** et équilibre

„Le bien-être est source de pérennité de l'entreprise“

La plupart d'entre nous passons une grande partie de notre vie au travail. Et, même si nous n'aimons pas toujours l'admettre, le travail a une forte influence sur notre santé, notre sécurité donc sur notre bien-être général – pour le meilleur ou pour le pire.

Une approche globale de prévention en matière de sécurité et de santé doit comporter des programmes et des politiques qui visent tous les aspects de l'environnement de travail. Les effets de l'environnement de travail sur la santé des salariés sont variés et multiples – tout comme le sont les moyens d'aider les personnes à maintenir ou à améliorer leur bien-être au travail.

Une approche globale

Une approche globale de prévention en matière de sécurité et de santé s'appuie sur les trois exigences à remplir pour assurer un environnement de travail sûr et sain:

- l'application du droit existant
- une culture de prévention des risques

- améliorer la connaissance des risques par le biais de l'information et formation

- la sensibilisation des employeurs à l'enjeu que représente la construction d'un environnement de travail maîtrisé

- l'anticipation des risques nouveaux et émergents, qu'ils soient liés aux innovations techniques ou aux évolutions sociales – une approche globale du „bien-être au travail“

La politique de prévention en matière de santé et de sécurité au travail doit veiller à promouvoir un véritable „bien-être au travail“ qui soit autant physique que moral ou social et qui ne se mesure pas seulement en termes d'absence d'accidents ou de maladies professionnelles.

- réduction continue des accidents et des maladies professionnelles

- prévention des risques sociaux

- meilleure prise en compte des évolutions démographiques dans les risques, les accidents et les maladies professionnelles

- meilleure prise en compte

des changements dans les formes d'emploi et les modes d'organisation du travail.

Le bien-être est source de pérennité de l'entreprise.

La responsabilité sociale

La promotion du bien-être au travail ne peut être réalisée par le seul moyen de l'approche globale de prévention. Elle est fortement liée à d'autres approches comme la stratégie pour l'emploi, l'équili-

bre entre vie privée et vie de travail, les relations et partenariats ainsi que la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE).

La RSE est un élément stratégique important pour l'entreprise et la sécurité et la santé au travail font partie intégrante du concept.

Etablir un équilibre

La RSE consiste à intégrer les considérations sociales, environ-

nementales et économiques dans les opérations de l'entreprise et la communication avec les parties prenantes. La sécurité et la santé au travail s'inscrivent naturellement dans l'aspect de la RSE relatif aux personnes. Elles concernent le bien-être des travailleurs, des principales parties prenantes et de leurs familles.

Traduire les paroles en actes

Il est facile d'endosser de nouvelles valeurs, mais il est plus difficile, et bien plus important, de les traduire réellement en actes dans le cadre du quotidien de l'entreprise.

Les salariés sont parfaitement capables de faire la distinction entre ce qui est dit dans le cadre des relations publiques et la réalité au quotidien. Il faut garder à l'esprit que nous ne pouvons maintenir de bonnes performances de qualité à l'extérieur sans être bon en interne. La sécurité et la santé sont des valeurs fortes qu'on perçoit souvent comme nécessitant exclusivement une gestion rationnelle. Il est important de faire valoir leurs atouts en tant que valeurs plutôt qu'éléments contrôlables.

Il faut s'assurer que ces valeurs font partie de la culture de l'entreprise.

Le réseau OPE

Un environnement de travail sain relève d'une démarche globale de „gestion de la qualité“ qui bénéficie aux performances et à la compétitivité. Les relations entre santé et sécurité au travail et compétitivité sont plus complexes que la seule question des coûts.

Dans les entreprises classiques, bien-être concorde avec „productivité“, dans une société de l'économie solidaire, bien-être concorde avec un „emploi de qualité“.

Le bien-être au travail doit être promu quotidiennement et de manière proactive, la gestion des risques et la prévention étant des acquis à la base de cette promotion proactive.

Für eine nachhaltige Entwicklung sind in Zukunft andere Berufe erforderlich

Wahl der Ausbildung - ein freiheitliches Grundrecht?

Romain Biever

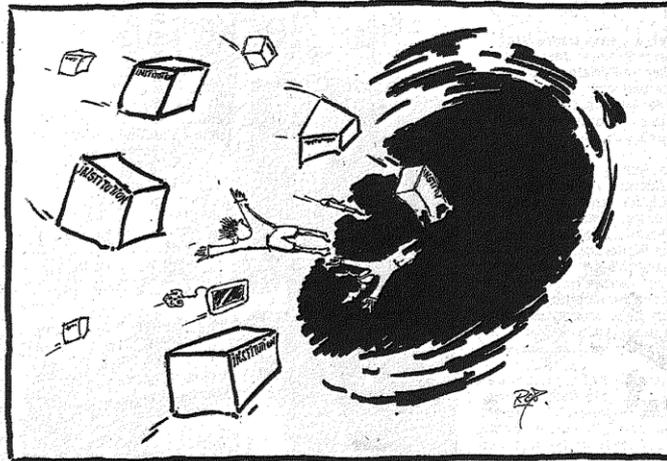
Stellen wir uns einmal vor, unsere Kinder hätten ein echtes Grundrecht zur Wahl ihrer Ausbildung. Wir riskierten morgen in einer anderen Welt zu leben.

Doch malen wir den Teufel nicht gleich an die Wand, es gibt genug sogenannte gardefous, die die Ambitionen unserer Kinder in geregelte Bahnen lenken. Die aktuell dominante neoliberale Doktrin hat schon dafür gesorgt, dass der Nährboden in Bezug auf die benötigte menschliche Arbeitskraft und der damit einhergehenden „persönlichen“ Einstellung bereits in sehr jungen Jahren ausgiebig zum Wohle dieser Doktrin kultiviert wird. Und wir sind alle dabei, machen alle mit, als Eltern, Pädagogen, Politiker, Medien, Arbeitgeber. Zum Wohle unserer Kinder!

Sie sollen doch einen Beruf erlernen, der sie später zumindest ernähren kann, der es ihnen ermöglicht, ein besseres Leben zu führen als wir. Ein besseres Leben? Was könnte das bedeuten? Sozialer Aufstieg, mehr Geld und damit mehr Anerkennung? Dies alles in einem System, das uns nur allzu gut bekannt ist. Zu welchem wir alle nicht müde werden zu sagen, dass es sozial verantwortungslos ist, dass es unser natürliches Umfeld stark beeinträchtigt, dass es unser wirtschaftliches Handeln, welches beständiges Wachstum fordert, in eine Wahnsinns Spirale getrieben hat. Wenn wir diese Analyse auch nur im Ansatz gutheißen, besteht dann nicht die Gefahr, dass wir unsere Kinder in „Sozialdarwinismus“ erziehen und ausbilden? Jeder für sich - und der Stärkere wird sich durchsetzen.

Erziehung und Ausbildung sind die ersten Wegweiser dafür, in welche Welt wir unsere Kinder morgen entlassen. Ihre Welt? Nein, bestimmt nicht. Es ist die unsere, in welcher wir so viel zu bemängeln haben, vor deren „Mechanik“ wir zum Teil kapituliert haben, da sie wie ein Selbstläufer tagaus, tagein, unser Mitmachen einfordert. Wir folgen blindlings unseren antrainierten Wegweisern, jeder an seinem Platz. Der homo oeconomicus lässt grüßen, die Konkurrenz ist gewaltig und allgegenwärtig.

Vornehmlich in der uns so vertrauten Arbeitswelt handeln wir so, weil wir uns offensichtlich dazu berufen fühlen. Nur hatten wir



die freie Entscheidung, um uns zu diesem oder jenem Beruf berufen zu fühlen. Gab es nicht Wegweiser, die uns eher in die eine oder andere Richtung geleitet haben? Sind wir nicht mit voranschreitendem Alter mehr und mehr darauf hingewiesen worden, dass man den Schoß der Familie irgendwann verlassen müsse und gezwungen sein wird, für sich selber zu sorgen? Hat nicht die Schule uns dasselbe gelehrt? Hat man uns dort nicht vermittelt, dass uns nach der Schule ein hartes Arbeitsleben bevorsteht und dass wir, je nach „Bebaugung“, eher den einen oder den anderen Beruf anstreben sollten? Zumindest ist es so gewesen, dass Angebot, sprich Arbeitsplätze, und Nachfrage, sprich Arbeitnehmer, noch mehr oder weniger numerisch vereinbar waren.

Und heute? Heute stimmen sogar diese Koordinaten nicht mehr. Das Phänomen der Arbeitslosigkeit, des Nicht-Gebraucht-Werdens, ist der empirische Beweis. Die „sanfte Selektion“, die unsere Generation erfährt, reicht in diesem Sinne heute nicht mehr aus. Die Schule wird somit immer mehr zu einer Institution, welche die Hatz auf die Arbeitsplätze zu organisieren hat. Welche Arbeitsplätze das sind, definiert die Wirtschaft und alle die, die sich kritikal an ihrer selbst treibenden, rein profitorientierten Entwicklung beteiligen.

Die nicht hinterfragte Wirtschaft bestimmt aber eben nicht nur die Zahl der Arbeitsplätze, sondern bestimmt automatisch auch die Kompetenzen, die sie braucht und somit die Art der Berufe, die zu ihrer eigenen Weiterentwicklung erforderlich sind.

Antrainierte Wegweiser

Per Definition dürfte man daraus schließen, dass die Vorgabe, in unserer „freiheitlichen Gesellschaft“ können Kinder ihrer Berufung freien Lauf lassen, folglich ihren Beruf frei wählen und somit ihre Zukunft mit gestalten, eine Mär ist. Wie steht es denn um das Konzept der nachhaltigen Entwicklung, fordert sie nicht ein Umdenken auch und vor allem in den Fragen der Erziehung und der Ausbildung ein? Natürlich tut sie das und natürlich wird dieses Konzept in der Schule thematisiert. Aber auch von den Eltern, den Politikern, den Medien und, last but not least, auch ausdrücklich von der Wirtschaft.

Aber stellen alle die erwähnten Institutionen dabei ihr aktuelles Handeln in Frage? Vordergründig, noch einmal, ja! Denn Eltern halten ihre Kinder dazu an, Müll zu trennen, Pädagogen werden nicht müde, den Kindern den drohenden Klimawechsel zu erklären, Politiker erfinden neue

Besteuerungs- und Repressionsysteme, um Umweltbelastung und andere parasitäre Elemente zu strafen, Medien berichten kritisch und ausgiebig über die Folgen des letzten Tsunamis, und die Wirtschaft, sie haut uns ihre neuesten Konzepte für sozialen und ökologischen Verantwortung nur so um die Ohren. Und dennoch, der Druck auf die Menschen in unserer Gesellschaft scheint nicht abzunehmen. Im Gegenteil, zum „Fordern“ in Bezug auf das wirtschaftliche Überleben jedes Einzelnen kommt der Druck auf sein verantwortungsvolles nachhaltiges Handeln.

Wir leben also in einer Zeit, in welcher wir unseren Kindern erklären sollen, dass auf der einen Seite ein kapitalistisches organisiertes Wirtschaftssystem von ihnen verlangt, dass sie nur eine Chance haben, darin zu überleben, wenn sie die Funktionsweise der Gier und der Rücksichtslosigkeit verinnerlichen können und auf der anderen Seite versuchen wir sie dazu anzuhalten, ein Verständnis sowie verschiedene Automatismen zu entwickeln, die einen gewissenhaften Umgang mit unserer Lebenswelt bedeuten, und dies soll dazu führen, dass sie in Zukunft die Chance haben, in einer intakten Welt zu leben.

Diese Gegensätzlichkeit in unserer gesamtgesellschaftlichen Lebensführung ist schlicht und

einfach verlogen und erschütternd zumindest nachhaltig das Vertrauen der Heranwachsenden in eben unsere Institutionen. Stehen wir also wiederum vor einer Krise der Institutionen? Wie etwa vor 40 Jahren als die Menschen sich gegen eine verkrustete konservative Gesellschaftsordnung auflehnten, in welcher Autorität und andere nicht hinterfragte Zwänge, unter der Fuchtel des Honoratiorentums, das Leben in der Gesellschaft regelten? Wer sind denn heute die neuen Honoratioren? Sind es nur die Wirtschaftsbesitzer und Organisationen wie WHO oder IWF? Oder zählen wir alle dazu?

Es mag ja sein, dass diese Krisen der Institutionen zyklisch sind und mit dem Fortschritt periodisch gesamtgesellschaftliche Infragestellungen neue Antworten suchen. Vor 40 Jahren lehnte sich zuallererst die Jugend gegen die damals existierenden gesellschaftlichen Zustände auf. Ist es dadurch besser geworden? Stellen wir uns doch am besten selber diese Frage. Wenn wir sie ehrlich beantworten, geben wir zu, dass wir uns letztendlich in ein System gefügt haben, das es uns ermöglicht hat, über unser Berufsleben zu dem geworden zu sein, was wir heute sind, mit mehr oder weniger Stolz.

Wenn die übergroße Mehrheit der Berufstätigen aber aussagen würde, dass es schwierig für sie ist, ihren Beruf und den Sinn des Lebens miteinander in Einklang zu bringen, dann sollte man über Erziehung, Ausbildung und BERUFUNG nachdenken und vielleicht erkennen, dass im Sinne nachhaltiger Entwicklung in Zukunft andere Berufe erforderlich sind, als die Wirtschaft sich heute ohne Wenn und Aber fordert.

Ohne den Fortschritt auch nur im Geringsten in Frage zu stellen, sondern ihn als Chance begreifend, sollten wir unsere Kinder darüber entscheiden lassen, welcher Berufung sie nachzugehen gedenken und dafür sorgen, dass der ethische, genauso wie der anerkennende Wert ihrer zukünftigen Arbeit einen angemessenen Rahmen finden kann. In der Solidarwirtschaft wird jedenfalls sehr hartnäckig an der Gestaltung dieser Zukunft gearbeitet. Mit viel Engagement und Freude, die sinnvolle Arbeit bieten kann.

→ Romain Biever ist Präsident des „Institut européen de l'économie solidaire“ (INEES)

Neue Ökonomie (19)

Europaweites Interesse an den Erfahrungen des OPE

Auf Anregungen aus dem deutschsprachigen Gebiet Belgiens hin beteiligte sich „Objetif Plein Emploi“ (OPE) während zwei Jahren am Projekt „Réseau interrégional d'échange de bonnes pratiques“, welcher sich zum Ziel gesetzt hatte, die Situation der Solidarwirtschaft und damit der Arbeitsbeschaffung auf lokaler Ebene voranzutreiben und zu verbessern.

Mit einigem Erfolg, denn die österreichischen Partner wollten versuchen, den organisatorischen Aufbau von OPE in ihrem Land zu verwirklichen.

In unserem Land gelang es dem OPE, einen seit 2001 mit der „Fédération des horticulteurs“ bestehenden Konflikt über eine „Concurrence déloyale“ beizulegen.



Nic Eickmann

Zwischen der Föderation und OPE wurde eine Abmachung unterschrieben, welche die Rechte und Pflichten der beiden Organisationen festlegte.

Für OPE war dies ein besonderer Moment, denn damit wurde ein erstes Mal ein Vertrag zwischen dem Privatsektor und dem Solidarwirtschaftssektor realisiert.

Ein Hauptthema des OPE für das laufende Jahr war der „Plan d'action locale“, welcher, mit Referenz auf den nationalen Aktionsplan, eine Übersicht über die Entwicklung der lokalen Beschäftigungsmaßnahmen geben sollte, die dann von der Europäischen Kommission an die EU-Mitgliedstaaten weitergeleitet werden sollte.

Die Konferenz hierüber wurde

ergänzt durch ein Seminar über das oben genannte „Réseau interrégional d'échange de bonnes pratiques“, an welchem Delegationen aus fünf Staaten, die an diesem Programm mitarbeiteten, teilnahmen.

In den Medien fand das Ganze ein unerwartetes Interesse, und das Konzept der Solidarwirtschaft wurde dadurch einem breiteren Publikum besser bekannt.

Die OECD organisierte in Wien ein Seminar über ihr Programm „Local Economic and Employment Development“, an welchem OPE teilnahm. Die luxemburgische Regierung hatte das Programm zur Kenntnis genommen, nahm aber nicht an dem Seminar teil. Nach Absprache mit den Verantwortlichen des Pro-

gramms wollte OPE versuchen, unsere Regierungsverantwortlichen für das Programm zu interessieren. Ab diesem Seminar war OPE auch Mitglied des „Partners Club LEED“.

2002 war dann auch das Jahr der ersten Überprüfung durch die Europäische Kommission über die Benutzung der Finanzen aus dem Strukturfonds des Arbeits- und Beschäftigungsministeriums. In diesem Rahmen wurden dann natürlich auch das Funktionieren und die Finanzen von OPE und anderen Organisationen, als Nutzer dieses Fonds, untersucht.

Die Zahl der bei OPE Beschäftigten bewegte sich damals auf 600 zu.

Nic. Eickmann

→ (wird fortgesetzt)

La recherche autour de l'économie solidaire

Abilio Machado*

Objectif Plein Emploi et l'Université de Haute Alsace (Mulhouse) ont conclu le 19 septembre dernier une convention de partenariat, scellant ainsi une volonté commune de mettre en place des programmes de recherche autour des projets d'économie solidaire au Luxembourg.

Mais c'est également la promotion de l'économie solidaire qui est recherchée à travers la coopération entre chercheurs universitaires et professionnels du réseau Objectif Plein Emploi. À terme, les partenaires espèrent, avec le soutien d'Inees (Institut européen d'économie solidaire), tisser un réseau d'acteurs scientifiques et de terrain le long d'un arc entre Liège et Bâle, en passant par Mulhouse, Strasbourg, Nancy et Metz, avec une bifurcation possible vers Munich.

Pour l'heure, les deux parties ont convenu de systématiser des échanges entre les enseignants et les étudiants du Master „Ingénierie de projets en économie sociale et solidaire“ et la trentaine d'associations, les Centres d'initiative et de gestion, qui constituent le réseau Objectif Plein Emploi. Concrètement, il s'agit de greffer des projets de recherche sur des initiatives de terrain porteuses d'innovation économique et sociétale.

Echanges scientifiques et culturels

Le réseau OPE ouvre ses portes aux étudiants du Master sous la forme de stages de plusieurs mois prévus en deuxième année de formation. Les deux parties entendent ainsi expérimenter la mise en place de projets innovants par



D.g. à d.: Romian Binsfeld et Romain Biever (OPE), Josiane Stoessel et Jean-Yves Causer (Université de Haute Alsace)

des échanges scientifiques et culturels. De l'autre côté, l'université permet aux professionnels du réseau OPE de suivre des cours du Master.

A priori trois stagiaires de l'Université de Mulhouse pourraient être accueillis: un au sein d'Inees qui organise en avril 2009 „Lux'09“, les rencontres mondiales des acteurs de l'économie solidaire. Les deux autres stages sont proposés par les CIG de Steinfort

et du canton de Remich dans le cadre de la mise en place de projets et de services à la personne qui intègrent la participation citoyenne. Des thématiques telles que l'accès et le partage des savoirs (concept de „Ciglotheik“) ou encore l'éducation à l'environnement et au développement durable (projet Kalendula) deviendront ainsi des objets de recherche au menu de ces étudiants de cinquième année universi-

taire. Mais ce n'est pas tout pour cette année académique.

L'ensemble de la promotion du Master, une quarantaine d'étudiants et une demi-douzaine d'enseignants, passeront une semaine au Luxembourg en février 2009. L'opportunité pour les étudiants d'explorer le réseau Objectif Plein Emploi et ses partis pris sur l'économie solidaire. Il s'agira donc d'une semaine de formation délocalisée dans le mi-

lieu socioprofessionnel du réseau OPE, mais également décloisonnée puisque les cours seront accessibles aux salariés et bénévoles d'OPE, en somme ouvrir le Master au terrain de l'économie solidaire.

* Abilio Machado est agent de développement OPE

Un réel besoin

Etudier l'économie solidaire

Bertille Legat et Pierre Paradeis

Se former à l'économie sociale et solidaire commence à devenir possible dans plusieurs pays européens. Les outils de management classiques ne sont généralement pas adaptés à la gestion d'entreprises solidaires. C'est donc tout un outillage méthodologique qu'il faut construire.

Il y a beaucoup de ressources humaines au Luxembourg dans ce domaine mais aucune formation spécifique recensée. Avec l'Université, le CRP Henri Tudor et Inees, un Pôle européen de compétences pourrait jouer un rôle important au niveau européen dans le secteur. De plus en plus de jeunes montrent un réel intérêt pour l'économie solidaire et se trouvent jusqu'à maintenant freinés dans leur motivation par le peu de formations proposées dans ce domaine. Pourtant le secteur va avoir besoin dans les années qui viennent d'attirer les jeunes diplômés, car on peut y faire carrière et y exprimer pleinement ses compétences tout en y trouvant un sens supplémentaire.

Cependant, le parcours oblige souvent à suivre une formation dite „classique“ pour par la suite s'intégrer dans le troisième pilier de l'économie. Désormais, diffé-

rentes possibilités de formation s'offrent à eux. Il s'agit en majorité de Masters en économie sociale et solidaire dont les cours sont dispensés en université et de plus en plus d'écoles supérieures de commerce intègrent des possibilités de cursus en la matière.

L'objectif de ces filières est donc de former des intervenants qui participent activement à l'animation et au développement des organisations et des réseaux de l'économie solidaire.

INFOS LES ETUDES

o Les formations: en majorité des Masters en économie sociale et solidaire

o Les débouchés: nombreux auprès des acteurs publics

Les débouchés sont nombreux auprès des acteurs publics et para-publics partenaires des opérations de développement local, auprès des associations ou entreprises de l'économie sociale et solidaire, auprès des institutions finançant ou accompagnant les créateurs d'entreprises, auprès des ONG, d'associations interna-

tionales, institutions et fondations œuvrant dans la conception, l'accompagnement et/ou le financement de projets de développement, de programmes environnementaux ou d'actions humanitaires. Les employeurs s'organisent pour embaucher des salariés compétents, comme par exemple à Paris, où se tiendra les 23 et 24 octobre prochains, la troisième édition du „Forum national de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire“, pour les jeunes diplômés qui souhaitent mettre leurs compétences au service de l'intérêt général.

Des formations au niveau européen? Il n'existe pas grand-chose au niveau de la formation initiale. Notons tout de même qu'une université coopérative européenne s'est créée récemment avec un programme de travail permettant de construire un espace européen de coopération de recherche et de formation pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

L'enjeu de ce projet est donc de répondre aux besoins de nouvelles qualifications des professionnels de l'ESS et aussi de promouvoir le rapprochement des professionnels, des formateurs et des chercheurs au niveau européen. Les partenaires de ce projet sont des universités et centres d'études d'Allemagne, Belgique, Italie, Portugal, France et Espagne.

Neue Ökonomie (24)

OPE bleibt OPE

Mit diesem Artikel schließen wir die Reihe „Neue Ökonomie“ ab und wollen noch einmal über Entstehung und Aktivitäten von Objectif Plein Emploi, zusammengefasst, berichten.

Nach rund 15-jähriger Tätigkeit im sozioökonomischen Bereich beschlossen die Verantwortlichen der „Action sociale pour jeunes (ASJ)“, in Zusammenarbeit mit dem Gewerkschaftsbund OGB-L eine Struktur aufzubauen, mit deren Hilfe den Problemen im Zusammenhang mit der Arbeitslosigkeit begegnet werden könnte.

Sie sollte eine politische Dimension haben und systematisch auf nationaler Ebene greifen. So kam es am 1. Januar 1999 zur Gründung der Objectif Plein Emploi asbl. (OPE).

Die Objectif Plein Emploi asbl. setzt sich aus dem Ressourcenzentrum Moulin Bestgen und einer Reihe lokaler Vereinigungen oder „Centres d'initiative et de gestion“ (CIG) zusammen.

Das OPE-Netzwerk setzt sich für ein ökonomisches System ein, das zu mehr Solidarität und Gerechtigkeit führt. Das klassische Wirtschaftssystem, bestehend aus staatlichem und privatem Sektor, ist dadurch gekennzeichnet, dass beide nicht in der Lage bzw. willens sind, die wahren Bedürfnisse der Bevölkerung zufriedenstellend abzudecken. Aus diesem

Grund hat sich bereits vor vielen Jahren ein drittes Standbein der Ökonomie entwickelt, die sogenannte Sozial- und Solidarwirtschaft. Sie setzt dort an, wo Staat und Privatunternehmen versagen, und vermittelt eine andere Form des Wirtschaftens.

Heute kann OPE mit begründetem Stolz auf seine Rolle als wichtigster Vertreter der Solidarwirtschaft im Großherzogtum Luxemburg verweisen. Aufgabe des Vereins ist die Umsetzung gemeinnütziger Projekte zur nachhaltigen lokalen Entwicklung, insbesondere durch die Schaffung von Arbeitsplätzen für Menschen ohne Beschäftigung, deren persönliche und berufliche Entwicklung durch entsprechende Weiterbildungsprogramme gefördert wird.

Heute besteht unser Netzwerk aus einer ganzen Reihe Vereinigungen, die in den folgenden Bereichen tätig sind: Dienstleistungen am Menschen und an der Allgemeinheit, Überwindung des Internetgrabens, künstlerische und kulturelle Kreativität, nachhaltige Entwicklung, Erhalt des touristischen Kulturerbes, Forschung und Entwicklung.

Nic Eickmann

Un entretien avec les responsables de l'asbl. Etika

La finance solidaire au Grand-Duché

Une banque récompensée par le prix Nobel de la paix? L'idée avait de quoi surprendre, même si c'était il y a deux ans! C'est bien pourtant ce dont s'est vu récompensée la Grameen Bank du Bangladesh conjointement avec son créateur Muhammad Yunus, en 2006.

Cet organisme de microcrédit attribue des prêts à faibles montants pour la création de projets au niveau local principalement dans les pays en développement, mais également dans les pays industrialisés pour répondre à des besoins délaissés par la plupart des banques plus soucieuses de faire de la spéculation financière que du soutien à l'économie réelle local. Ce qu'on fait mine de découvrir aujourd'hui sur fond de crise ...

Le microcrédit n'est certes pas la panacée mais joue un rôle grandissant, y compris aux yeux d'épargnants, soucieux de la destination de leurs économies.

La microfinance, dans la mesure où celle-ci met en avant l'utilité écologique et sociale, est une composante de la finance sociale et solidaire. Les acteurs de cette finance privilégient les projets collectifs, communautaires et/ou à forte valeur ajoutée sociale.

Au Luxembourg, l'asbl. Etika, a pour objet de promouvoir la finance solidaire. Nous avons rencontré Jean-Sébastien Zippert et Ekkehart Schmidt-Fink, respectivement coordinateur et chargé des relations publiques d'Etika. Etika a mis au point un mécanisme de finance solidaire en commun avec la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat (BCEE) au Luxembourg.

Dans le cas du crédit alternatif, peut-on parler d'un placement à plus value sociale plutôt qu'un bénéfice de capital?

„C'est le cas même si certains de nos épargnants souhaiteraient un rendement financier un peu plus élevé. Cela dit, il existe en Europe des placements responsables et transparents, et qui ont un rendement financier tout à fait comparable à celui d'une banque traditionnelle.

La solidarité est une chose, mais il y a surtout un besoin de transparence et de responsabilité de la part des instituts. Prenons l'exemple des fonds publics et parapublics tels les fonds de pension, il est paradoxal, voire choquant, que la retraite des employés privés et des fonctionnaires soit investie dans des entreprises qui ne respectent pas les règles fondamentales de l'OIT et qui, par exemple, financent des entreprises qui font appels au travail forcé ou à celui des enfants. Nous pensons que l'argent public



Le chargé des relations publiques Ekkehart Schmidt-Fink (à gauche) et le coordinateur d'Etika Jean-Sébastien Zippert

ou parapublic n'a rien à faire dans le financement de ce type d'activité et qu'il faut y appliquer, outre les critères de rentabilité et de sécurité, des critères sociaux et environnementaux.

Comment s'effectue la sélection des projets qui souhaitent bénéficier d'un crédit alternatif?

„Initialement ce sont des candidats qui déposent leur dossier et font une demande de crédit d'investissement. Le comité de crédit d'Etika étudie alors la demande suivant les critères socio-environnementaux mais aussi les critères

de viabilité financière. La BCEE étudie elle aussi le dossier en parallèle selon des critères financiers. Une fois le dossier accepté par ces deux parties, le candidat bénéficie d'un crédit à taux bonifié. Il faut préciser que depuis onze ans qu'existe le mécanisme, aucune créance non recouvrable ni même douteuse n'est à déplorer. Tous nos crédits accordés ont été remboursés. Ce qui veut dire que les entreprises qui ont un projet social et solidaire sont de nature fiable bien qu'elles soient en concurrence avec les entreprises qui ne respectent pas les mêmes règles qu'elles. Il est rassurant de savoir qu'intégrer des paramètres sociaux et environnementaux ne nuit pas à la nécessité

de croître et d'être concurrentiel.

Acceptez-vous des projets hors des frontières luxembourgeoises?

„Du fait que notre partenaire financier soit une banque du Luxembourg qui n'a pas vocation à être présente dans d'autres pays, nous sommes relativement restreints pour des interventions à l'étranger. Mais il y a une exception, celui de l'investissement dans le cadre de la solidarité internationale, par le biais d'ONG qui ont leur siège social au Luxembourg qui financent des microcrédits en Asie ou en Afrique par exemple. Nous nous associons également avec des organismes qui ont une assise qui dépasse nos frontières. C'est ainsi que nous avons ouvert un compte Nord/Sud avec la banque belge Triodos qui est spécifiquement destiné à financer des institutions de microfinance dans des pays en voie de développement. Citons également l'organisme de microfinance ADA (Appui pour le développement autonome), membre d'Etika, qui a pour vocation d'appuyer les institutions de microfinance actives dans les PED qui sont en voie de normalisation et qui peuvent apporter une plus value sociale importante.

De combien de projets, Etika a-t-il permis le financement?

„Depuis sa création, le mécanisme a ainsi permis le financement de plus de 130 projets grâce

à plus de 560 épargnants qui ont déposé environ 20 millions d'euros sur le compte Epargne alternative. Ce qui reste modeste par rapport aux mécanismes similaires en Belgique ou Allemagne. Ce qui fait aussi la différence c'est que Etika est la seule entité proposant un outil de finance solidaire au Luxembourg, alors qu'on peut en trouver une dizaine qui vont répondre à des critères de transparence et de responsabilité en Belgique.

L'accès au crédit reste-t-il difficile dans les pays européens?

„En effet on constate aujourd'hui que beaucoup de PME ont des difficultés d'accès au crédit ou alors que ce dernier est particulièrement cher en terme de taux ou bien que ses conditions sont très lourdes pour le demandeur (hypothèque de domicile, etc.), chose problématique car aujourd'hui la création d'emplois passe par les petites structures. De plus il y a, à l'heure actuelle, une partie de la population européenne qui est exclue des services financiers de base, ce qui pose problème ne serait-ce que pour l'accès au logement.

Existe-t-il à échelon européen une législation pour ce type particulier de placement?

„Nous souhaiterions faire avancer les choses sur ce terrain, il existe des pays tels la Norvège ou les Pays-Bas où le gouvernement a légiféré sur cette question. En résulte une liste de critères qui

définissent ce qu'est un placement social, nous espérons qu'il en sera bientôt de même au Luxembourg. On peut faire un parallèle avec le cas de l'agriculture biologique, depuis 1992 il existe un label, adopté par les membres de l'UE qui détermine d'une manière claire ce que doit être un produit issu de l'agriculture biologique. Dans le cas de la finance solidaire il y a un réel manque de visibilité sur les critères retenus. Et il est vrai que ça peut paraître confus pour un investisseur intéressé, c'est en cela que nous aimerions qu'il ait 'officialisation' de critères minimums qu'on pourrait par la suite rendre plus ambitieux.

Ainsi, on retiendra qu'il ne faut pas voir la finance solidaire comme une œuvre purement 'sociale', ni comme une forme d'assistance. Le tout est d'être capable de démontrer la pertinence de cette forme d'investissement qui doit s'intégrer dans un processus global d'économie solidaire aux différents niveaux de la chaîne économique.

En somme, la finance solidaire est rentable pour tous et en tout point et nous serons présents à Lux'09 en Avril 2009 pour discuter avec nos homologues sur toute la planète avec le réseau Inaise qui regroupe les acteurs de la finance sociale et solidaire au niveau mondial.

Propos recueillis par Pierre Paradeis et Bertille Legat

OPE bei der internationalen ECCE-Konferenz in Ostrava

„Soziale Professionen für ein soziales Europa“

Ziel des europäischen Universitäten-Netzwerkes „European Centre for Community Education“ (ECCE) ist, die Idee eines Europa als soziale Gemeinschaft durch Aktivitäten zu fördern, die dem Vergleich bestehender und der Entwicklung neuer Modelle von „community education“ dienen.

Dieses Ziel versucht man dadurch zu erreichen, indem vornehmlich im Bereich der Gemeinwesenarbeit interkulturelle Lernmöglichkeiten für die in der „community education“ tätigen Fachkräfte und die mit deren Aus- und Fortbildung betrauten Personen eingerichtet werden. Außerdem werden Projekte initi-

iert, die der Grundlagen- und angewandten Forschung auf dem Gebiet der „community education“ dienen.

In diesem Zusammenhang war „Objectif plein emploi“ OPE als Mitglied des Netzwerkes eingeladen, über ihre Erkenntnisse und konkreten Umsetzungen in Luxemburg zu referieren.

Für Romain Binsfeld und Romain Biever war dies eine exzellente Gelegenheit, im Workshop 3 „Soziale Professionen in sich verändernden sozial-politischen Kontexten in Europa“, die Wichtigkeit, die OPE der „Education citoyenne“ (community education) zugesteht, hervorzuheben und sie als wichtigen Pfeiler der

Solidarwirtschaft zu beschreiben. Wichtige Kontakte konnten ebenfalls mit Vertretern aus Osteuropa geknüpft werden, welche sich außerordentlich für das Weltforum der Solidarischen Ökonomie, das im April 2009 in Luxemburg stattfindet, interessieren und ihre Mitarbeit zugesichert haben.